

*Initiatives ministérielles*

pouvons-nous tenir un débat vraiment utile si le gouvernement ne détermine pas ou refuse de nous préciser les effectifs militaires qu'il entend envoyer, leurs fonctions et les conditions de leur rapatriement. Ce n'est pas nouveau. Le gouvernement n'a aucun critère depuis trois ans. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner ou d'espérer qu'il en soit autrement.

Apparemment, l'OTAN attend la venue de 1 200 à 1 500 militaires canadiens. D'après les renseignements que nous avons reçus, c'est plus que ce que l'Allemagne et la Turquie fourniront respectivement. Ces pays sont pourtant situés tout près de l'ex-Yougoslavie, mais on exige davantage du Canada en ressources humaines et financières. Pourquoi?

À mon avis, maintenir nos troupes de l'autre côté de l'Atlantique nous coûte beaucoup plus cher qu'à un allié de l'OTAN dont le territoire est proche de la Bosnie. Le Canada, ou plutôt, ce qui est plus important, nos soldats n'ont-ils pas déjà prouvé leur engagement à l'égard du processus de paix dans l'ex-Yougoslavie? Les Canadiens ont passé trois ans et perdu dix hommes en Bosnie et, contrairement à qu'a dit le député qui a pris la parole avant moi, je ne crois pas que les réformistes sont en train de dire que nous avons déjà fait assez. Ce n'est pas ce qu'ils disent. Ce n'est ce que j'ai entendu ici aujourd'hui. Il est temps que d'autres alliés de l'OTAN assument leur part du fardeau. Comme l'a montré l'histoire, le rétablissement d'une paix durable dans les Balkans est critique pour la sécurité de l'Europe.

Je félicite les soldats canadiens qui ont déjà servi dans l'ex-Yougoslavie. Ils se sont acquittés de leur mission avec un professionnalisme au-delà des espérances, étant donné le mandat imprécis qui était leur et les conditions défavorables dans lesquelles ils travaillaient. Ils ont été envoyés là-bas comme soldats de maintien de la paix avant qu'il n'y ait de paix à maintenir. Ils ont été envoyés dans une zone de guerre, mal équipés et légèrement armés. Ils ont protégé les populations civiles dans ce qu'on appelle les zones neutres, quand les parties au conflit ne respectaient pas les règles.

Malgré une structure de commandement douteuse, de piètres fournitures, un moral bas et un gouvernement, au Canada, qui n'avait pas de plan pour les faire sortir de là lorsque la situation a tourné au pire, malgré tout cela, ils se sont acquittés de leur mission. Ils ont fourni des secours humanitaires et veillé en pleine guerre à la sécurité de femmes, d'enfants et de non-combattants.

Au départ, ils n'ont pas été envoyés là-bas pour maintenir la paix puisque les belligérants étaient toujours en guerre, mais pour que le gouvernement de l'époque puisse dire au monde entier que le Canada est prêt à apporter sa participation n'importe quand, n'importe où, tant que c'est pour une mission de maintien de la paix.

Si les alliés de l'OTAN ont attendu, c'est pour de bonnes raisons. Il n'y avait pas d'accord de paix, mais le Canada, lui, était là. Malheureusement, il semble que la fierté politique à l'égard de notre tradition en matière de maintien de la paix l'emporte sur la sécurité de nos troupes. C'est bien connu que nous arrivons en courant chaque fois qu'on a besoin de nous pour une mission de maintien de la paix. Nos soldats méritent que

nous fassions preuve d'un peu plus de caractère. Tâchons de nous assurer que nous y retournons pour les bonnes raisons, pour des raisons qui nous sont propres.

Nous avons raison d'être fiers des Canadiens et des Canadiennes qui ont contribué au maintien de la paix, au fil des ans, mais si ces gens mettent leur vie en jeu, ils doivent savoir que leurs dirigeants politiques ont tout fait ce qui était en leur pouvoir pour leur donner les meilleures chances de survie.

Ces militaires ont le droit d'attendre certaines choses de leur gouvernement. Nous avons la responsabilité de veiller à leur sécurité avant tout. Si nous prenons la décision politique de participer à cette mission, ce sera leur devoir de la réaliser, quelles que soient les perspectives militaires. Ils ne peuvent pas dire non. Ils doivent obéir aux ordres. Même les généraux ne peuvent s'opposer à une décision politique officielle. Il est de notre devoir de nous assurer que nous avons tout fait, sur le plan politique, pour définir les paramètres d'une mission de maintien de la paix sûre et créer les conditions souhaitables avant d'envoyer des Canadiens en zone de guerre.

Ne nous y trompons pas, la Bosnie est encore une zone de guerre. Il ne faut pas verser le sang des Canadiens simplement parce que nos dirigeants politiques refusent de prendre des précautions raisonnables. Nos soldats ont fait le serment de défendre le Canada, et non la vanité des politiciens qui veulent préserver leur réputation auprès de l'ONU, quel qu'en soit le coût en vies humaines pour les Canadiens.

Je reconnais que c'est très délicat. La seule façon de vraiment protéger nos troupes, c'est de ne jamais les envoyer nulle part. Toutefois, nous avons des engagements envers nos alliés de l'OTAN. Nous avons des engagements internationaux sur le plan humanitaire. Nous devons pondérer ces obligations et le bien-être de nos troupes. Il ne s'agit pas de protéger le Canada. Nous avons le choix de nous engager ou non.

Le premier ministre a engagé le Canada auprès de la nouvelle force de l'OTAN avant même que l'accord de paix soit signé. Cette fois-ci sera-t-elle différente de la précédente? On n'essaie même pas de prétendre que la mission de la force de mise en oeuvre sera humanitaire. Il y a d'autres rôles à jouer dans l'ex-Yougoslavie. Nous pourrions être fiers si nous participons uniquement à des activités humanitaires, comme certains de mes collègues l'ont affirmé.

• (2010)

Pourquoi tenons-nous ce débat, si la décision a déjà été prise? Comment procéder à un débat significatif lorsqu'on nous dit que nous pourrions envoyer 20 soldats ou 2 500? Le ministère de la Défense nationale ne connaît pas le chiffre exact.

Durant toute la journée, les députés d'en face ont blâmé les réformistes parce que ceux-ci n'appuyaient pas nos gardiens de la paix. Il n'est pas du tout question d'appuyer ou non nos gardiens de la paix. On nous demande d'acheter un chat en poche, et nous ne tomberons pas dans ce panneau.

Nos soldats pourraient bien rester là-bas pendant 12 mois, mais la Bosnie pourrait se transformer en une autre Chypre. Le gouvernement semble avoir remis un chèque en blanc à l'OTAN.